

Le Jour, 1953
20 Janvier 1953

DÉMARCHES BALKANIQUES

POUR ceux qui, comme nous, avaient vingt ans et plus au temps de la guerre des Balkans, les rapprochements balkaniques d'aujourd'hui apportent une leçon de sagesse, après quelques autres.

Le Ministre des Affaires étrangères de Turquie part pour Belgrade après quoi il se rendra à Athènes. Il y a quelques semaines le Président de la République turque rendait au Roi de Grèce sa visite. L'intimité progresse, dans ce monde autrefois plein de rancunes et de rancœurs. Les haines tombent ; la raison prévaut. Et la nécessité de se protéger ensemble contre un péril commun conduit les hommes politiques d'une capitale à l'autre.

M. Fouad Keuprulu peut faire de bonne besogne en Yougoslavie. La famille illustre dont il porte le nom est originaire d'Albanie ; il s'en souviendra sans doute sur le sol serbe. La navette gréco-turco-yougoslave aboutit à des liens qui montrent jusqu'à quel point les convenances peuvent susciter les amitiés.

Mais il y a l'Italie encore. Pour que la défense des Balkans prenne les dimensions normales de la sécurité collective, il faut que l'Italie soit présente. Et cela suppose une amélioration des relations italo-yougoslaves.

Nous parlions de cela il y a quelques jours, ici même, alors que M. de Gasperi se trouvait à Athènes. Les bons offices d'Athènes ne pouvaient être sous-estimés. Ils ne furent sans doute pas tout à fait vains. Peut-être quelque démarche turque s'y ajoutera-t-elle au nom des intérêts majeurs du monde méditerranéen tout entier. Et, petit à petit, de même qu'à un pôle on voit l'Espagne de Franco rentrer dans ce qu'on appelait au bon vieux temps le « concert des nations », on verra à l'autre pôle la Yougoslavie de Tito s'incorporer de quelque manière au Pacte atlantique.

Une seule grande politique domine l'univers « occidental » depuis la fin de la dernière Grande guerre : celle dont l'objet ultime est d'empêcher le communisme d'étendre sa domination. Au fond, toutes les politiques nationales sont réglées par celle-là. Mais il se fait que la Yougoslavie, pour dissidente qu'elle soit par rapport à Moscou, reste communiste.

La façon dont la Yougoslavie est communiste s'accorde tant bien que mal avec la politique des grandes Démocraties de l'Ouest. Mais sur le plan religieux elle reste une pierre d'achoppement, un brandon de discorde. Le communisme yougoslave est totalitaire, comme l'autre. Malgré la séparation apparente des confessions et de l'Etat, il subordonne le spirituel au temporel. Sa formule est : politique d'abord et politique matérialiste d'abord. C'est ce qui fait en Yougoslavie le profond malaise religieux auquel l'Islam yougoslave lui-même n'est pas tout à fait étranger.

C'est toujours la même histoire. Quand on croit Dieu, il faut que Dieu passe avant le reste. C'est la thèse des représentants de la foi en face de la thèse des représentants de l'Etat. Si l'attitude de la Yougoslavie envers le Saint-Siège se tempérait, des sympathies innombrables iraient à Tito et à son pays. (Il n'est pas inopportun de rappeler que 49% de la population de la Yougoslavie sont orthodoxes, 38% catholiques et 11% musulmans).

Si la politique religieuse en Yougoslavie devenait moins dure, la politique générale en bénéficierait sur le champ. On voit de moins en moins pourquoi le maréchal Tito s'obstine dans cette aventure confessionnelle où le Croate et le Slovène sont intéressés comme le Macédonien de Skoplje et comme le Serbe de la tradition orthodoxe. Mais il y a évidemment la doctrine marxiste qui, sous les apparences d'une certaine tolérance, tient le spiritualisme en échec. Toujours c'est la même histoire.

La visite de M. Keuprulu à Belgrade nous a donné l'occasion d'une digression qui se rapporte malgré tout au fond du débat.

Souhaitons que la visite de M. Keuprulu soit un succès. Et, sur un autre plan souhaitons que le maréchal Tito sorte de son intransigeance. Il a à son actif assez d'exploits pour se permettre celui-là.